



36^E CONGRÈS- CORTE

(Projet au 25 septembre 2020)

JEUDI 15 OCTOBRE 2020

10h00 **Comité directeur (réservé aux membres du Comité directeur)**

14h00 **Ouverture du congrès**

Mot d'accueil d'**Annie GENEVARD**, députée du Doubs, présidente de l'ANEM, et de **Dominique FEDERICI**, président de l'Université de Corse

Allocution de **Jacqueline GOURAULT**, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales (**sous réserve de confirmation**)

14h30 **Table ronde**

L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET A LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Animateur **Serge DELEMONTEX**

Grands témoins

Jean-Baptiste LEMOYNE, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Tourisme, des Français de l'étranger et de la Francophonie

Pierre DUCRET, président de l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE)

Les conséquences des changements climatiques sur le milieu naturel montagnard ont des incidences sur la vie quotidienne des habitants, sur les activités économiques, et tout particulièrement sur le tourisme. La lutte contre le réchauffement aussi bien que l'adaptation aux changements sont désormais impératives. Comment diminuer les émissions de carbone et les

autres facteurs du réchauffement ? Quelles sont les voies d'une appropriation territoriale du changement climatique ? Comment permettre aux acteurs de l'économie locale de s'adapter ?

Au lendemain de la publication des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, les responsables des politiques publiques ainsi que les acteurs économiques doivent concrétiser leur prise de conscience et leur capacité à agir, et le chef du gouvernement l'a annoncé : d'ici la fin 2021, tous les territoires devront être dotés de contrats de relance et de développement écologiques avec des plans d'action concrets, chiffrés, mesurables. Comment envisager l'appropriation territoriale du changement climatique par des politiques adaptées et permettre aux populations et aux acteurs de l'économie locale de s'adapter ?

Intervenants

Marie-Noëlle BATTISTEL, députée de l'Isère

Pascal BERTEAUD, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)

Alexandre MAULIN, président de Domaines Skiabiles de France

Marie-Claire PIERRET, directrice de l'Observatoire Hydro-Géochimique de l'Environnement

Alain SCHMITT, directeur général de l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques-Vacances)

Philippe WAHL, président du groupe La Poste

16h30 : Table ronde

TRANSITION NUMERIQUE : IMPACT ENVIRONNEMENTAL, ENERGETIQUE ET SOCIÉTAL

Animateur **Serge DELEMONTEX**

Grands témoins

Cédric O, secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques et **Annie GENEVARD**, députée du Doubs, présidente de l'ANEM

Au lendemain du confinement de la population pendant plusieurs semaines et alors que la crise sanitaire et économique est installée durablement dans la vie de la société tout entière, l'accès au numérique à très haut débit et de qualité, qu'il soit fixe ou mobile, apparaît comme une nécessité vitale. Ainsi, la numérisation croissante ne peut s'exonérer de la cohésion de territoires confrontés à l'explosion du télétravail, du e-commerce, de la télémédecine... Bien au contraire, elle doit renforcer leur attractivité aussi bien pour les résidents permanents que pour les populations de passage (saisonniers et touristiques notamment), qui exigent de rester connectés en tout lieu et à tout moment dans un monde inclusif au niveau social, générationnel et territorial...

Parallèlement à cette exigence impérieuse des territoires, un véritable débat de société sur l'environnement, la santé et la consommation énergétique a

émergé et ne peut être éludé. Les représentants d'instances de dialogue et d'expertise et les opérateurs indiqueront comment ils appréhendent l'accélération de la numérisation de la société sous tous ces aspects.

Intervenants

David BERLOTTI, directeur des affaires institutionnelles et internationales d'EUTELSAT

Gilles BREGANT, directeur général de l'ANFR

Anthony COLOMBANI, Directeur des Affaires publiques Bouygues Telecom

Paul-André COLOMBANI, député de la Corse-du-Sud

Arthur DREYFUSS, secrétaire Général de Altice France-SFR

Nicolas GUÉRIN, secrétaire général du Groupe Orange, président de la FFT

Michel SAUVADE, maire de Marsac-en-Livradois (63) président du Comité national de dialogue sur l'exposition du public aux ondes électromagnétiques

Sébastien SORIANO, président de l'ARCEP

19h00 **Fin des débats**

20h30 **Dîner de Gala à la Citadelle de Corte**

VENDREDI 16 OCTOBRE 2020

08h15 **Assemblée générale (réservée aux adhérents) :**
Rapport d'activité, rapport financier (présidente, secrétaire générale et trésorier)

09h15 **Séance inaugurale** en présence des autorités locales

Xavier POLI, maire de Corte

Gilles SIMEONI, président de l'exécutif de Corse

Jean-Jacques FERRARA, député de la Corse-du Sud

Jean-Félix ACQUAVIVA, député de la Haute-Corse

09h45 **Table ronde**

LE NOUVEAU CADRE FINANCIER EUROPEEN ET LES PERSPECTIVES POUR LA MONTAGNE

La perspective d'un accord par consensus sur le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, déjà reporté à la fin de l'année 2020 pourrait connaître un différé supplémentaire. Malmenées par les effets du Brexit actant la sortie de l'Union européenne d'un Etat membre contributeur net non négligeable, par

les vellités de la Commission d'ouvrir de nouvelles politiques notamment en matière de sécurité, et par celles des Etats membres de ne pas majorer outre mesure leur participation au budget commun. Au surplus, le contexte des négociations a considérablement changé à la suite de l'épidémie de Covid-19 qui a mis à l'arrêt l'économie de l'ensemble du continent durant plus de deux mois. L'accord sur le plan de relance qui a suivi avec un endettement commun, à hauteur de 750 milliards d'euros, reversé sous forme de subventions et de prêts a rebattu les cartes et il n'est pas facile d'en mesurer l'impact sur la PAC et la politique de cohésion.

L'identification de priorités d'actions et d'une véritable ambition pour l'Union européenne à la hauteur inédite et historique des enjeux, s'imposent désormais. La démarche pourrait faire table rase de certains acquis du passé (ou de les relativiser au point de les affaiblir substantiellement) et notamment, s'agissant de la montagne, de politiques et de mesures qui ont non seulement fait leur preuve mais conservent toute leur pertinence dans le contexte actuel. La montagne doit donc pouvoir faire entendre sa voix dans la négociation et cette table ronde entend y contribuer.

Animateur **Serge DELEMONTEX**

Grands témoins

Joël GIRAUD, Secrétaire d'Etat à la ruralité, et **Jeanine DUBIE**, députée des Hautes-Pyrénées

Intervenants

Dominique FAYEL, président du groupe montagne de la FNSEA

Juan Andrès GUTIERREZ, président d'Euromontana

Anne SANDER, députée européenne

Gilles SIMEONI, président de l'exécutif de Corse

11h40

Lecture des motions

11h 50

Allocution de Jeanine DUBIE, nouvelle présidente de l'ANEM

12h

Clôture des travaux par Jean CASTEX, Premier ministre (sous réserve de confirmation)

12h45

Déjeuner – Parvis de la faculté de Droit